

78, si la Gauche l'emportait

sous la direction de Jean-François HELD

Editions Ramsauy.

POLITIQUE

(Reponses à Franz-Olivier Giesbert)

Jacques Chirac n'est pas un homme politique ordinaire. Il aime trop l'action. C'est un étalon qui caracole sans discontinuer. La France est son hippodrome. Quand il discourt, il hennit ou il piaffe. La dialectique n'est pas son fort, et c'est logique puisqu'il abhorre Marx...

Fasciste ? C'est ce qu'on a dit -- un peu vite. Sans doute à cause de cette formidable vitalité qui emporte l'adhésion de son entourage. Jacques Chirac, en effet, fascine ses ouailles : pour elles, c'est un chef. Et quel chef ! Maire de Paris, président du R.P.R., député d'Ussel, président du Conseil général de la Corrèze, il a faim de titres et il les accumule. Il aime les paris et il lui arrive souvent de les gagner. Ce n'est pas tout. Il mange comme quatre, de la tête de veau surtout. Il ne dort presque pas car il n'a pas besoin de sommeil. Impossible de suivre son rythme. Tout le monde, devant lui, se sentira faible, usé, avec toute son alacrité, grabataire.

Il y a des politiciens faits pour gérer, d'autres pour se battre. Jacques Chirac fait partie de la deuxième catégorie. Il lui plaît de se colleter, au terme de longues chevauchées, avec les « collectivistes » ou les « socialo-communistes ». Mais même s'il caricature volontiers le programme de la gauche, même s'il n'hésite jamais à grossir le trait, l'ancien Premier ministre de Giscard est un des rares hommes de la majorité, peut-être le seul, qui sache formuler une analyse cohérente des scénarios de 1978. La voici.

F.O.G.

Jacques Chirac

- Vous avez souvent déclaré qu'en cas de victoire de la gauche...

J.C. Hypothèse très improbable !

- Mais vous l'envisagez périodiquement, en affirmant que Valéry Giscard d'Estaing ne pourrait pas, alors, rester à l'Elysée !

J.C. Si la gauche gagne les élections législatives, c'est forcément un de ses chefs qui sera appelé à Matignon. Sans doute François Mitterrand. On voit mal ce nouveau Premier ministre tourner aussitôt le dos au programme commun sur lequel la gauche aura fait toute sa campagne. Irréaliste. Ce chef du gouvernement ne partagera pas les grandes options du chef de l'Etat. Il sera même en opposition fondamentale avec lui sur plusieurs points. Dans le domaine économique en particulier.

Imaginez, un moment, ce que serait la France après le succès de la coalition socialo-communiste. Après un combat électoral qui aura été le plus long et le plus rude de l'histoire de la Vème République – songez qu'il n'a quasiment pas cessé depuis l'élection présidentielle de 1974 ! – les tensions psycho-politiques seront à vif, dans le pays. Un formidable courant d'enthousiasme déferlera

sur lui, comme en 1936. Un courant qu'on ne soupçonne pas encore aujourd'hui, qui comportera probablement des excès, et qui balayera tout sur son passage.

Ne nous faisons pas d'illusions. Il est probable que, le soir même de la victoire — si, par malheur, elle a lieu — ou bien dans les jours qui suivront, des dizaines de milliers de Français manifesteront devant l'Élysée ou dans ses jardins, aux cris de : « Giscard, démission ! ». François Mitterrand téléphonera au chef de l'État pour lui dire : « Désolé, mais que voulez-vous que j'y fasse ? ». Et il ne pourra rien y faire, en effet. Quelles seront les parades du Président, je vous le demande ? Franchement, on n'en voit pas. Impossible de contester le verdict des urnes. Impossible de répondre par la violence à l'explosion populaire...

- Vous oubliez au moins une parade, très gaullienne : jouer le pourrissement pour reprendre, ensuite, tout en main.

J.C. Croire que, dans de telles circonstances, le président de la République garant de nos institutions, puisse rester paisiblement à attendre que ça se passe en lisant les journaux et en écoutant la radio, voilà qui me paraît bien illusoire. Il sera difficile, pour le chef de l'État, de résister aux forces déchaînées par la victoire. Difficile et bientôt impossible. Si, d'aventure, ce scénario ne se réalisait pas aussi vite que je l'ai dit, le conflit ne tarderait pas à apparaître entre le Président et le Premier ministre. Pour une simple raison : M. Mitterrand sera contraint d'appliquer le programme commun beaucoup plus largement et plus vite qu'il ne l'imagine.

- Mais il dit déjà, de toute façon, qu'il faudra faire les principales réformes du programme commun dans les cent jours qui suivront la victoire. Sinon, la dynamique sera bloquée...

J.C. Ce n'est pas seulement pour cette raison qu'il accélèrera le mouvement. Le gouvernement de M. Mitterrand se trouvera, du fait même de la victoire de la gauche, devant une crise économique et financière. Il ne pourra faire face aux difficultés s'il ne collabore pas étroitement avec le PCF et la CGT. Il devra donc appliquer très vite le programme commun pour payer, au bon sens du terme, les communistes de leur aide. De la sorte, M. Marchais, s'inspirant du précédent de M. Thorez, pourra nous expliquer que le moment n'est plus aux grèves, qu'il faut retrousser ses manches, s'armer de courage et travailler pour la France. Mais, croyez-moi, avant que le Secrétaire général du parti communiste en vienne à tenir ce langage — qu'il est le seul, à gauche, à pouvoir faire respecter — il lui faudra des garanties. En clair, il lui faudra des responsabilités pour son parti au sein du gouvernement, et aussi une politique qui amène notre pays, dans les meilleurs délais, au seuil d'irréversibilité — vous savez, ce seuil, au-delà duquel le retour en arrière n'est pas possible. Le billet sans retour...

Honnêtement, dans un tel climat, je ne vois pas comment le Président de la République pourrait se maintenir en fonction tout en respectant le mandat que lui ont confié la majorité des Français, lors de l'élection présidentielle de 1974.

- Vous êtes bien pessimiste. Mais si tout se passait bien ? Après tout, la gauche et le Président pourraient se retrouver autour d'un grand dessein commun, la social-démocratie.

J.C. Je ne sais pas si le Président de la République est social-démocrate, mais je ne crois pas du tout que la gauche unie se rapproche de la social-démocratie. François Mitterrand est libre à peu près de tout dans son parti, sauf de rompre avec la stratégie d'union de la gauche. Pour deux raisons. D'abord parce qu'il a besoin de l'appui du P.C.F. et de la C.G.T. pour

s'assurer un minimum de discipline sociale : ce sont des « petits bourgeois » et on ne peut pas toujours en dire autant des syndicalistes de la CFDT. Ensuite, parce que l'appareil du PS s'est considérablement éloigné de la social-démocratie, ces dernières années. L'essentiel des cadres socialistes de petits ou moyens niveaux sont profondément unitaires. Ce qui exclut, pour François Mitterrand, quelles que soient ses ambitions, toute forme de compromis historique. Vous voyez donc qu'il n'y aura pas, en cas de succès social-communiste, de solution de conciliation !

- Ce que vous paraissez oublier, c'est que le Président de la République dispose de deux armes, en cas d'échec électoral de la majorité. Ou bien il peut dissoudre l'Assemblée nationale ; ou bien il peut démissionner de son mandat et provoquer ainsi une nouvelle élection présidentielle.

J.C. Si la gauche gagne, je ne crois pas que nous disposerons de quelque arme que ce soit, et ceux qui s'imaginent que je me poserais en recours font d'ailleurs une analyse que je récusé totalement. Voyons ces prétendues armes. La première ? Ce sont probablement les mêmes députés qui reviendraient au Palais-Bourbon après la dissolution : les peuples ne se dédisent pas à quelques semaines d'intervalle. La seconde arme ? Si le Président démissionne, il n'y aura pas d'élection pour le remplacer. Il sera trop facile de dire aux Français que le moment n'est plus de s'entre-déchirer et qu'il faut s'unir pour redresser la pente. MM. Mitterrand et Marchais ont fait preuve d'une patience peu commune pour conquérir le pouvoir. Il y a déjà plusieurs lustres qu'ils s'y appliquent avec une obstination qui force presque l'admiration. Croyez-vous qu'ils pourront accepter que leur victoire soit remise en question, quelques semaines plus tard, par une élection présidentielle qui permettrait aux Français de donner un coup à droite après en avoir donné un à gauche ? Franchement, je ne le pense pas. Il me semble

que la France restera des années sans voter. Jusqu'à ce qu'elle ait passé le seuil d'irréversibilité, c'est-à-dire jusqu'au jour où l'union de la gauche tiendra le pays en main. Le suffrage universel, alors, ne présentera plus de danger pour elle.

- Pourquoi ? Parce que tout sera nationalisé et bureaucratisé ? Parce que l'union de la gauche aura institué la dictature du prolétariat ?

J.C. Je n'entends faire de procès d'intention à personne. Mais, quelle que soit la bonne volonté des hommes, les structures dessinées par le Programme commun mèneront à une société de parti unique. Une société dont nous ne pourrions plus sortir. D'ailleurs, ce n'est pas moi, mais le PC qui a lancé la thèse de l'irréversibilité. C'est M. Mitterrand lui-même qui a dit qu'à un moment donné nous ne pourrions plus revenir en arrière. Le socialisme deviendrait, en somme, inexpugnable. Voilà qui est contraire à mon idéal politique. Pour moi, les peuples doivent pouvoir à tout moment changer de gouvernants. Or, l'esprit et la lettre du Programme commun nous préparent une sorte de totalitarisme. Quelques pays s'accommodent fort bien de ce système, dira-t-on. Sans doute. Mais leurs peuples ont une histoire et une psychologie collective qui n'ont rien à voir avec celles du nôtre.

- Une fois la gauche au pouvoir, il n'y a donc rien à faire, pour l'ex-majorité ?

J.C. Dans le moyen terme, rien.

- Si tout est bloqué, quelques desperados de la droite seront probablement tentés d'organiser des actions de sabotage. Que ferez-vous ?

J.C. Ce serait encore pire que le mal : la guerre civile. La partie de la majorité que je représente dénoncera ces actions, s'il y en a.

● Quand la gauche demandera aux Français, comme c'est probable, de se mettre à la tâche pour produire plus, essayerez-vous de freiner, ou vous mettrez-vous aussi au travail ?

J.C. Je ne freinerai pas. Ce qui compte, finalement, c'est l'intérêt de la France.

● Votre défaitisme, en cas de victoire de l'opposition, est tout de même étonnant. Car enfin, l'ex-majorité ne manquerait pas de ressources. Elle pourrait, par exemple, jouer le PS contre le PC. Elle pourrait exploiter à fond les divisions de la gauche pour la casser. Des élus du RPR, comme MM. Simon-Lorrière, Chaumont et j'en passe, seraient d'ailleurs tout prêts à collaborer avec les socialistes.

J.C. La gauche ne se désunira pas dans l'immédiat, même s'il y avait pour cela de bonnes raisons. Certes, les socialistes auraient probablement eu moins de mal à établir un programme commun avec nous qu'avec les communistes. Certes, quand je lis les tables de la loi du PS — « Changer la vie » — ou quand j'écoute ce que disent les responsables socialistes en matière de défense nationale, de politique économique et sociale, je ne constate peu de divergences fondamentales avec ce que je pense.

Mais le problème n'est pas là. Il concerne la conquête du pouvoir. L'analyse des socialistes est que, sans l'union de la gauche, ils ne parviendront pas au pouvoir. C'est, pour eux, une donnée objective. Cela crée, entre le PS et le PC, un lien indissoluble. Croire qu'ils pourraient le rompre, le lendemain de leur victoire, après s'être battus des années au coude à coude, c'est une vue de l'esprit.

● Une contradiction revient souvent dans vos discours. D'un côté, vous dites que socialistes et communistes sont si divisés qu'ils ne pourront jamais gouverner ensemble. De

l'autre, que si la gauche gagne, elle restera longtemps au pouvoir.

J.C. Ce n'est pas du tout contradictoire. Les options fondamentales du PC et du PS sont divergentes. Mais les deux partis ne peuvent conquérir le pouvoir l'un sans l'autre. Ils le savent, comme ils savent qu'ils ne l'exerceront pas durablement ensemble.

- Mais, s'il y a un perdant, un jour, dans l'alliance PC-PS, ce ne sera pas le parti socialiste qui est plus puissant que son partenaire.

J.C. Au contraire. Nous entrons en pleine politique-fiction, mais ma conviction est que le PS sera laminé tôt ou tard, après la prise du pouvoir par la gauche. Je suis sûr que, s'il ne gagne pas les élections législatives, M. Mitterrand rentrera dans l'Histoire comme celui qui aura su redonner à la France un parti socialiste moderne. En revanche, s'il gagne, on s'en souviendra comme celui qui aura conduit la France à un système de type communiste. Un système dont son parti sera d'ailleurs exclu.

- Face aux communistes, les socialistes ne perdent pas toujours. Avez-vous oublié l'exemple portugais ? C'est Soarès qui a eu raison de Cunhal.

J.C. Vous ne pouvez pas comparer sérieusement la France et le Portugal. D'abord, les socialistes et les communistes portugais n'avaient pas signé de programme commun, ni même contracté d'alliance. Ensuite, ils représentaient trois fois plus de voix que les communistes et leur appareil militant était nettement plus consistant que celui des socialistes français. Enfin et surtout, la CGT n'existe pas au Portugal. Ce qui a facilité la tâche de M. Soarès.

La leçon qu'il faut retenir de l'expérience portugaise est d'un tout autre ordre, à mon sens. La voici : un an avant

d'entreprendre de mettre la main sur l'appareil d'Etat du Portugal, M. Cunhal tenait les mêmes propos que M. Marchais aujourd'hui. Il s'était déstalinisé, libéralisé, etc. Songez qu'il avait même renoncé au dogme de la dictature du prolétariat ! Et puis, soudain, dès qu'une brèche est apparue, dans laquelle il pouvait s'engouffrer pour prendre le pouvoir, c'est un autre homme qui a surgi ! Un léniniste. Un révolutionnaire décidé à employer tous les moyens pour parvenir à ses fins.

M. Cunhal a échoué parce que son assise politique était trop faible. Supposez qu'au lieu de représenter 12 % des suffrages, son parti en ait recueilli le double. Supposez aussi qu'il ait disposé à merci d'un syndicat équivalent à la CGT. Le Portugal serait, alors, sous régime communiste.

● Mais enfin, des signes apparaissent tous les jours, qui montrent que le PCF est en train de changer.

J.C. Mille excuses, je ne crois pas au changement du PCF. Pour Lénine, qui reste un des principaux théoriciens du Parti, la politique consiste à tromper l'adversaire. Il a écrit quelques phrases célèbres, à ce sujet. Psychologiquement, il est tout à fait révélateur que les communistes usent et abusent de cette formule : « Jeter le masque ». Une formule que vous n'entendez jamais les socialistes, les gaullistes ou les conservateurs, employer. Elle montre que les communistes ne conçoivent pas qu'on puisse faire de la politique autrement qu'avec un masque. Et, naturellement, ils s'imaginent que les autres font de même.

Le jour où les communistes verront qu'ils sont en position de s'imposer, je crois que M. Marchais « jettera le masque », pour reprendre sa terminologie. Vous verrez apparaître d'un seul coup, un Marchais tout à fait différent du Marchais précédent. Dans un parti où règne le centralisme – dit « démocratique » – la direction pourra facilement faire accepter ce nouveau tournant par l'appareil militant. Il n'est d'ailleurs pas à un revirement près.

● Si je vous suis bien, vous prétendez qu'en cas de victoire de la gauche, l'ex-majorité ne pourra rien faire pour empêcher la France de devenir bientôt un régime de type communiste...

J.C. Voilà pourquoi il faut que la majorité se mobilise sans relâche pour gagner les élections législatives !

● Vous croyez donc que les communistes ne rencontreraient aucune résistance ? Le Sénat et le Conseil constitutionnel les laisseront faire, par exemple ?

J.C. Le Sénat et le Conseil constitutionnel ne pèseront pas lourd dans une France en pleine crise financière et qui viendra de subir un grave traumatisme politique. Face à la nécessité de redresser le pays, le gouvernement de la gauche ne s'embarrassera pas des états d'âme du Sénat, du Conseil constitutionnel, du Président de la République, du RPR, etc. Il gouvernera, un point c'est tout. Il aura d'ailleurs des hommes tout à fait aptes à conduire la marche des affaires. Ils le feront, d'un pas ferme, sans demander son avis à ce qu'ils appellent la droite, sans écouter la presse ni personne.

● Vous vous attendez à une mainmise immédiate de la gauche sur la presse ?

J.C. Oui. Voyez déjà le comportement des chefs de la gauche vis-à-vis des journalistes. Quand ils ne sont pas satisfaits d'eux, ils ne leur cachent pas qu'une fois au pouvoir ils les écarteront. La coalition socialo-communiste ne laissera pas les journaux la brocarder, l'apostropher en toute liberté. Chacun a son charme. C'est, je crois, un des nôtres que d'accepter les critiques. L'union de la gauche n'a pas celui-là.

● Si cela se passe comme vous le dites, c'est parce que la presse française a pris, sous la Vème République, des habitudes de paresse. Comme on vit au Portugal, les journa-

EROGRAFIA◇XEBROGRAFIA◇XE

listes salazaristes devenir, du jour au lendemain, les chantres du parti communiste portugais, on peut très bien imaginer que Léon Zitrone, voire Hersant, se transforment aussitôt en zéloteurs de ce que vous appelez le « socialo-communisme »...

J.C. Vous faites là un bien mauvais procès à vos confrères. M. Zitrone sera, comme tous les grands journalistes de télévision, emporté dans la grande épuration. Quant à M. Hersant, il a des convictions, qu'il n'a jamais cachées.

- Quand bien même elle aurait « normalisé » la presse et aplani toutes les difficultés, la gauche buterait tout de même sur un obstacle, de taille, que vous ne pouvez nier : l'obstacle international.

J.C. Oui. Une partie de notre environnement économique et financier nous deviendra hostile. Et notre pays sera condamné à se refermer sur lui-même pour résoudre sa crise. Une crise extrêmement grave. D'abord, à cause de la fuite des capitaux que la gauche ne parviendra pas à enrayer, pour la bonne raison qu'on ne connaît pas de moyens scientifiques de l'empêcher. Ensuite, à cause de la crainte qu'inspirera le nouveau gouvernement à la plupart des partenaires économiques de la France, à commencer par l'Allemagne.

- Vous voulez dire que la gauche précipitera la France dans l'autarcie ?

J.C. N'exagérons pas. Disons que c'est cette pente que notre pays suivra. D'autant plus que les communistes et certains socialistes, comme M. Chevènement, paraissent tout à fait favorables à cette évolution. Du moins dans leurs textes. Quand bien même la gauche déciderait d'ouvrir nos frontières, elle échouerait. Il ne faudrait pas s'attendre, en effet, à un développement des investissements étrangers

POGPAFA > XEPOGRAPFA > >

dans une France gouvernée par la condition « socialo-communiste ». Et comme notre pays n'aura plus les moyens de développer les investissements, il risque fort de se rabougrir sur lui-même.

- Votre tableau apocalyptique, c'est celui que la majorité ébauche avant chaque scrutin national. En 1974, vous nous promettiez déjà le chaos en cas d'élection de François Mitterrand à la présidence.

J.C. De même que je ne crois pas à la victoire de la gauche lors des prochaines élections législatives, je n'ai jamais songé, un seul instant, que M. Mitterrand gagnerait en 1974. Mais s'il avait été élu, que se serait-il passé ? M. Mitterrand aurait tout de suite dissous l'Assemblée nationale. Ou bien la France élisait, alors, une majorité de gauche et s'amorçait aussitôt le scénario qui nous conduira au communisme. Ou bien, comme c'est probable, les urnes confirmaient la majorité : dans ce cas, la crise économique et institutionnelle, provoquée par l'élection de M. Mitterrand, aurait été inutilement préjudiciable à la France.

- Ce que vous refusez, en fin de compte, c'est l'alternance.

J.C. Pas du tout. Je crois simplement qu'il faut suivre des principes, en politique. L'échec de l'opposition, en France, viendra du fait que l'alliance entre socialistes et communistes est contre nature. On ne s'unit pas avec des compromis. Il faut savoir respecter une éthique. La gauche ne l'a pas fait. Elle peut gagner la première manche, mais, au total, elle perdra pour la France.

Le 5 février 1977.

Dans cette grande pharmacie qu'est le parti socialiste, avec ses longs rayons de bocaux étiquetés, il est malaisé d'apposer une marque sur la case de Gilles Martinet : c'est que cet homme échappe aux classements. S'il n'est pas parvenu jusqu'au devant de la scène, s'il paraît parfois en retrait, c'est parce qu'il a toujours considéré que la « vérité » de son parti passait après la vérité tout court.

Le militantisme et le journalisme cohabitent toujours mal dans une même personne. Martinet en sait quelque chose. Il n'arrive pas à regarder le monde avec des œillères de doctrinaire sectaire, comme le fait une fraction de ses amis socialistes. Journaliste à l'agence Havas avant la guerre, rédacteur en chef de l'Agence France-Presse à la Libération, co-fondateur de « France-Observateur » – qui allait devenir « le Nouvel Observateur » – Gilles Martinet a gardé de son premier métier le souci de l'exactitude et le refus de la démagogie.

C'est ce qui fait de lui un spécimen assez singulier de la flore politique. C'est ce qui fait aussi qu'il n'est pas devenu un homme politique de premier plan. D'autant qu'il a souvent eu le tort de devancer le mouvement vers la gauche... Militant du PCF, il a perdu la foi communiste quelques lustres avant les « intellectuels » qui, à partir de 1956, quittèrent en masse le parti de Thorez. Partisan de la décolonisation avec d'autres, sous la IV^e République,

il s'est battu pour l'indépendance de l'Algérie avec plusieurs années d'avance sur la classe parlementaire. Adeptes de l'union de la gauche, il a quitté le PSU et rejoint le PS peu après que François Mitterrand ait entamé son redressement. Mais, en politique, il ne sert jamais à rien d'avoir raison avant les autres. A ceci près : quand vous parlez, il arrive qu'on vous écoute davantage. Écoutons Martinet.

F. O. G.

Gilles Martinet

- En cas de victoire de la gauche, pensez-vous, comme certains socialistes, que Valéry Giscard d'Estaing pourra rester Président de la République ?

G.M. La contradiction que renferme la constitution devra tôt ou tard éclater. Autrement dit, je ne crois pas qu'une dyarchie Giscard-Mitterrand puisse durer très longtemps. Nous avons déjà vu les problèmes que posait à l'actuel Président de la République le fait d'être parlementaire minoritaire au sein de la majorité. Alors, imaginez ce que cela sera lorsqu'il s'agira de la gauche et non plus du RPR !

Cela dit, si la crise doit se produire, l'opinion sera très attentive au partage des responsabilités. C'est pourquoi la gauche se garde bien de dire qu'elle demandera le départ de Valéry Giscard d'Estaing : elle dit même le contraire. De son côté, le Président de la République déclare qu'il respectera le verdict populaire. Mais contresignera-t-il les lois de nationalisation ? Et tout d'abord, est-ce bien à François Mitterrand qu'il fera appel pour constituer le gouvernement ?

- Il pourrait jouer par exemple la carte des radicaux de gauche, en nommant à Matignon Robert Fabre ?

G.M. Je doute que celui-ci accepte. Mais il y aura de toute façon une période de tension. Avec, à son terme, pour Giscard, le fameux choix : ou se soumettre entièrement et sans réticences au verdict du suffrage universel, ou se démettre de ses fonctions présidentielles.

- Vous pensez donc que Valéry Giscard d'Estaing sera amené à démissionner ?

G.M. C'est, je crois, fort possible. C'est d'ailleurs la droite, plus que la gauche, qui cherchera à le faire partir. Si, après avoir été battu aux cantonales (en 1976) et aux municipales (en 1977), Giscard d'Estaing est de nouveau battu aux législatives de 1978, il cessera définitivement d'être un chef crédible pour la droite. Il pourrait, sans doute, tenter de renverser la situation en procédant à la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais, dans ce cas, le pays renverrait vraisemblablement la même majorité au Palais Bourbon. Et encore une fois la droite ne ferait pas confiance à Giscard pour mener la bataille.

C'est ici qu'intervient le projet Chirac. Attendre que la gauche se heurte à de grandes difficultés, dramatiser, créer la panique puis forcer le Président à s'en aller. C'est sur une élection présidentielle et non sur de nouvelles législatives que la droite cherchera, à mon avis, à resaisir le pouvoir. Ce serait évidemment un quitte ou double. Car en perdant la présidence elle perdrait tout. Mais Chirac est un joueur et c'est à cette partie très risquée qu'il songe.

En cas de victoire de la gauche, une fraction de l'actuelle majorité cherchera à se débarrasser de Giscard d'Estaing pour s'offrir un leader de rechange.

- Mais pas toute la droite. Certains giscardiens, comme Bernard Stasi, et certains gaullistes comme Alexandre Sanguinetti, sont susceptibles de soutenir un gouvernement de gauche. Quelles garanties leur donnerez-vous pour les amener à vous ?

G.M. Les communistes ont déjà donné leur réponse en parlant de l'union du peuple de France. Nous ne la reprenons pas à notre compte, car derrière cette formule, il n'y a qu'une réalité : la résurgence d'un certain nationalisme français. Cela peut attirer quelques éléments du gaullisme mais cela a pour conséquence l'abandon de la politique internationale que nous entendons suivre et notamment de ses implications européennes. Nous préférons quant à nous prendre appui sur la politique économique et sociale pour élargir l'assise actuelle de l'union de la gauche. Utopie ? Non, parce que la victoire de la gauche provoquera une cassure au sein de la droite. Il y aura inévitablement un courant conciliateur...

- Qui voyez-vous dans ce courant ?

G.M. Difficile de faire des pronostics. On aura des surprises. Voyez ce qui s'est passé au moment de l'expérience de Pierre Mendès France en 1954. Une fraction non négligeable et souvent inattendue de la droite a soutenu activement PMF. On trouve, parmi ses partisans d'alors, des indépendants comme André Bettencourt et des gaullistes comme Christian Fouchet. Qui pouvait imaginer, quelques mois auparavant, que ces conservateurs allaient participer à une politique qui, sans être très à gauche, n'en était pas moins la plus avancée de la IV^{ème} République ?

- L'autre courant, c'est celui de la droite autoritaire ?

G.M. Revanche même. Cette droite-là jouera le sabotage de l'expérience et contrecarrera, par tous les moyens, la mise en œuvre de notre politique. S'agira-t-il du courant dominant chez nos adversaires ? Ce n'est pas certain. Au moment de l'élection présidentielle de 1974, alors que Mitterrand avait une chance de l'emporter — le résultat final l'a bien montré — on n'a assisté ni à cette panique boursière, ni à cette fuite des capitaux, ni à ces

désinvestissements massifs qu'on nous promet toujours en pareille circonstance.

● Vous ne vous attendez pas à une grande offensive politico-financière de la droite et du patronat ?

G.M. D'une certaine manière cette offensive a déjà commencé. C'est avant et non après la venue de la gauche au pouvoir que les mouvements de peur seront les plus forts. Encore faut-il distinguer entre la crainte réelle et la recherche d'un bon alibi pour placer son argent à l'étranger. Mais lorsque l'événement électoral sera intervenu et que le gouvernement de gauche sera formé, les choses changeront d'aspect. Au-delà d'un certain seuil, ne pas investir signifie pour le patron mettre en péril l'entreprise d'où il tire ses profits. Et faire filer ses avoirs à l'étranger par l'entremise de ses filiales comportera désormais le risque d'une nationalisation qui sera, à la limite, sans indemnisation. Nous avons des dossiers très précis sur les opérations qui se mènent actuellement. Ce n'est que grâce à l'attitude du gouvernement et à la complicité des banques que les industries pharmaceutiques, pour ne prendre qu'un exemple, peuvent se permettre certains transferts abusifs. Avec un autre gouvernement, la droite économique-financière devra être prudente. Tout dépendra, en vérité, de la capacité de la gauche à réaliser une politique rigoureuse et efficace. J'attache une importance particulière au dialogue qui peut dès maintenant se nouer avec les industriels qui ne nous sont pas systématiquement hostiles. Nous devons dire clairement ce que nous ferons et nous garder de faire siffler des balles aux oreilles de ceux que nous n'avons pas l'intention d'éliminer.

Pour que tout se passe bien, il faut aussi que la gauche réussisse à persuader le pays qu'elle est au pouvoir pour longtemps, au moins pour les cinq ans de la législature. C'est l'incertitude qui amènerait nos adversaires à développer le sabotage pour précipiter notre chute. Si le gouvernement de

gauche leur paraît inébranlable, ils rechercheront avec lui des accommodements.

- La droite sera sans doute divisée. Mais la gauche aussi...

G.M. Certes.

- Votre parti lui-même est divisé. Certains, au CERES, marchent sur les pas des révolutionnaires du parti socialiste chilien qui compliquèrent tant la tâche de Salvador Allende. Ils veulent tout et tout de suite. N'est-ce pas très dangereux ?

G.M. Gardons-nous d'excommunier tel ou tel courant du parti socialiste. Aujourd'hui, le jeu des tendances occulte parfois les débats de fond au sein du PS. Mais demain, quand la gauche aura conquis le pouvoir, il en sera autrement. Les vrais problèmes se poseront à nous et il faudra les résoudre.

D'entrée de jeu, la gauche sera ainsi menacée par deux écueils : la tentation centralisatrice, d'un côté, et les vertiges de la décentralisation, de l'autre. Voyez les nationalisations. Il est clair que, dans un premier temps, les décisions seront prises d'en haut. La phase de mise en place aura, par la force des choses, un caractère centraliste. Prenons, ensuite, l'exemple de la fuite des capitaux. Pour l'enrayer, nous serons sans doute amenés à établir un contrôle assez rigoureux des mouvements des capitaux et, surtout, des opérations d'import-export. Ce sont des organismes d'Etat qui s'en chargeront.

Oh ! Certes, cette étape de centralisation est à nos yeux très provisoire. Oui, mais voilà : face aux attaques de la droite, face aux menaces économiques qui surgiront, certains pencheront forcément pour de nouvelles mesures centralisatrices. C'est en effet la voie la plus commode, celle qui comporte le moins de risques. Au surplus, c'est une voie naturelle dans un pays comme la France.

● Combien de temps durera cette étape de centralisation ?

G.M. Au minimum un an. Les grandes orientations économiques seront fixées par un plan intérimaire élaboré par le gouvernement en accord avec les partis et les syndicats. Et cela, jusqu'à ce que nous parvenions à « démocratiser » l'élaboration de la planification...

● En plus du grand débat centralisation-autogestion, il y aura aussi, à gauche, des affrontements à propos de l'Europe et du Marché commun. Le PCF et le CERES sont partisans du repli de la France sur elle-même, la majorité du PS est contre. Comment vous mettez-vous d'accord ?

G.M. Ce n'est plus un débat de principe. Il ne s'agit pas de savoir ce que l'on pense d'éventuelles institutions supranationales. Il s'agit de savoir comment on interviendra dans une communauté en crise. Certains souhaiteront que la France se recroqueville derrière ses frontières pour mieux maîtriser son développement. Ce qui aboutirait, en clair, à la réduction du niveau de vie des Français. C'est donc une solution excessivement dangereuse.

● Qui enfoncerait le pays dans une crise à la chilienne...

G.M. Non, parce que la solution de l'autarcie ne sera pas adoptée. Elle est trop absurde. D'abord, la France devra continuer à importer de l'énergie — à commencer par le pétrole. Ensuite, notre pays ne pourra cesser d'exporter. Songez qu'il exporte entre 15 et 20 % de son revenu national ! Il est totalement illusoire de penser que l'hexagone puisse larguer ses amarres avec l'Europe. Il ne peut faire fi de ses échanges commerciaux. Il ne peut tourner le dos au développement et accepter la récession.

Toute la question est de savoir si un gouvernement de gauche pourra aboutir à des compromis avec ses partenaires

européens, et sur quelles bases. Je suis optimiste, sur ce plan. Sans doute l'Allemagne fédérale, le principal de ces partenaires, n'est-elle pas favorable à une victoire de la gauche en France. Bon. Mais elle souhaitera encore moins qu'une fois la gauche au pouvoir, l'économie de notre pays s'effondre. Pour une raison toute simple : elle fait un quart de son commerce avec la France...

● Vous croyez que l'Europe aiderait une expérience de gauche en France ?

G.M. Oui, parce que nous négocierons avec nos partenaires. Sans concession. Donnant donnant. En garantissant, par exemple, de ne pas nationaliser, en échange de sa neutralité, telle entreprise étrangère installée chez nous. Il nous faudra trouver des compromis, je ne vois pas d'autre solution... C'est qu'avec l'Europe, la gauche est confrontée à une contradiction formidable. D'un côté, la France ne peut quitter la Marché commun sans subir, aussitôt, une grave chute de son niveau de vie. De l'autre, la gauche ne pourra pas accepter, au risque de compromettre son expérience, les mécanismes d'inspiration essentiellement libérale du Marché commun.

Bref, si nous restons dans le Marché commun, ce sera avec l'intention de le transformer profondément. Il nous faudra notamment parvenir à une harmonisation de la législation sociale. Sinon, la France sera moins concurrentielle. La remise en question du travail à la chaîne, pour ne prendre qu'un exemple, entraîne des mesures coûteuses. Les Suédois en savent quelque chose. Nous avons donc intérêt à définir le maximum d'objectifs communs avec les travaillistes anglais et les social-démocrates allemands et hollandais. C'est ce qui est en train d'être fait.

● Les communistes n'en sont pas là, vous le savez bien. Sur ce point comme sur d'autres, les facteurs de division sont immenses, à gauche...

G.M. C'est pourquoi tous les partis seront équitablement représentés dans le gouvernement : croyez-moi, les communistes y disposeront de leur juste place. Cela permettra de résoudre pas mal de différents entre nous. Aujourd'hui, le PCF entend avant tout gérer son capital électoral et son potentiel militant. Il lui arrive ainsi de se voiler la face devant certaines réalités économiques et d'énoncer quelque formule démagogique. Il se cantonne volontiers dans la revendication tous azimuts. Mais le jour où les communistes seront assurés de leur participation au gouvernement, je suis sûr qu'ils deviendront très pragmatiques. Vous verrez, sur un certain nombre de questions, comme l'Education nationale ou la Défense, ils seront même plus modérés que les socialistes !

● Venons-en maintenant à l'essentiel : depuis toujours, les communistes ont une certaine aptitude au noyautage. Le PCF réclame déjà, pour lui, une « influence dirigeante ». Sa volonté hégémonique ne risque-t-elle pas d'aboutir rapidement à l'éclatement de l'union de la gauche ?

G.M. Il nous faudra bien faire face ensemble aux difficultés. Oh ! Bien sûr, comme toutes les coalitions, l'union de la gauche sera probablement traversée de tensions. Des tensions plus ou moins fortes. Cela, c'est l'émulation, le jeu normal de la concurrence.

Mais l'hypothèse d'un « noyautage » de l'appareil par le PCF me paraît absurde. D'abord parce que les communistes ne confondent pas la France d'aujourd'hui et la Russie de 1917 : le fiasco de Cunhal au Portugal leur a enlevé les illusions que pouvait nourrir leur ancien « léninisme ». Et quand bien même ils le voudraient, ils ne pourraient pas accaparer les leviers de commande. Quels sont leurs atouts, en effet ? Leur organisation dans les entreprises et le contrôle qu'ils exercent sur la CGT ? Regardons cela.

Un certain nombre de communistes seront sans doute placés à la tête de ministères économiques. Admettons

qu'ils cherchent, alors, à faire du secteur nationalisé la place-forte du P.C.F. D'une certaine façon, c'est déjà le cas, dira-t-on. Le parti communiste pèse lourd chez Renault par exemple et, surtout à E.D.F.-G.D.F. Oui, mais attention: l'influence des communistes dans ces entreprises se manifeste par le biais de la C.G.T. Elle peut augmenter considérablement après la victoire de la gauche. Elle peut plafonner aussi. Tout dépend, en vérité, du mode d'élection choisi pour désigner les représentants des travailleurs dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées.

Le Programme commun prévoit, en effet, la participation de délégués du personnel dans ces conseils d'administration. Le P.C.F. estime qu'ils doivent être élus sur listes syndicales à la proportionnelle. C'est favoriser la C.G.T. et, par là, les militants communistes, qui seraient probablement majoritaires sur les listes que présenterait cette centrale. Nous disons, nous, que les syndicats ont une fonction de contestation et de contrôle. Pas de gestion. Il est impossible, à notre avis, d'être à la fois contestataire et gestionnaire. Pour le P.S., donc, ce sont des associations nouvelles et non les syndicats qui devront contribuer à mettre en application la politique choisie pour chaque entreprise.

- Après la victoire de la gauche, la fraction musclée de la droite peut chercher à vous ébranler par tous les moyens. Que ferez-vous ?

G.M. Si elle se place dans l'illégalité, elle répondra devant la loi.

- Et si la loi ne suffit pas ? Et si, pour contenir l'offensive de la droite autoritaire, la gauche allait être contrainte de réduire les libertés ?

G.M. La droite actuelle comprend un courant musclé, comme vous dites. Mais on ne voit pas, en son sein, de tendance véritablement fasciste, si ce n'est dans quelques

cercles nostalgiques et ultra-marginaux. Quel progrès par rapport au Front populaire ! Or, en 1936, alors que le mouvement fasciste était puissant, alors que Mussolini et Hitler faisaient chaque jour des adeptes en France, le gouvernement du Front populaire n'a jamais porté la main, une seule fois, sur les libertés. Son programme prévoyait bien la dissolution des « ligues factieuses », ce qui peut être considéré, après tout, comme une atteinte à la liberté d'organisation. Seulement voilà : si ces ligues furent effectivement dissoutes dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, elles se reconstituèrent aussitôt en parti ; les Croix-de-feu devinrent ainsi le Parti Social Français. On laissa faire. La gauche n'appliqua même pas, en 1936, le vieux principe qui dit : « Pas de liberté aux ennemis de la liberté ». Pourquoi l'appliquerait-elle demain ?

- Admettons. Mais ne serez-vous pas tentés, après votre succès, de reprendre en main cette presse qui est, depuis si longtemps, au service du pouvoir ?

G.M. Il ne faut pas souhaiter l'institution d'un monopole de la gauche sur la presse. Seulement le renversement d'un rapport de forces par trop favorable aux groupes capitalistes. En matière de presse, la gauche devra innover, tourner le dos aux routines et comprendre que le véritable journalisme, c'est, d'une certaine façon, un « contre-pouvoir ». Elle devra donc favoriser le pluralisme, c'est-à-dire faciliter la naissance de journaux, et prendre des mesures contre les patrons de presse qui, comme M. Hersant, bafouent les principes proclamés de la Libération. La gauche est hostile aux empires de presse, quelles que soient les astuces juridiques qui les légalisent. Et elle saura trouver les formules qu'il convient pour les démanteler une fois pour toutes.

- Le libéralisme affiché par la gauche risque tout de même d'être mis à rude épreuve avec la question de l'admi-

nistration. N'allez-vous pas vous livrer à une purge dans les services mis en place sous la Vème ?

G.M. Non, parce que ce serait bien inutile. L'administration est traversée de courants très favorables à la gauche. Sans doute y aura-t-il des secteurs, comme l'administration préfectorale, le corps diplomatique ou la police, où il nous faudra procéder à quelques changements d'hommes. Mais ailleurs, non. Observez d'ailleurs la pénétration de nos idées dans l'armée, l'Eglise et la magistrature, qui furent longtemps les trois piliers de l'ordre bourgeois. Si nous avons marqué tant de points dans ces milieux, c'est à cause de notre tolérance. Et nous gâcherions tout cela pour quelque opération d'épuration digne d'un gouvernement de la Vème ? Absurde.

- Et si la droite allait gagner, finalement ?

G.M. Si la droite gagne les élections législatives, ce sera d'extrême justesse. Mais, sur le coup, sa victoire entraînerait, je crois, un grand découragement dans nos rangs. Après l'espoir de 1974, l'espoir de 1978 aurait-il, lui aussi, été déçu. Certains militants seront tentés de baisser les bras. Beaucoup n'attendront plus « la prochaine fois ». « On n'y parviendra décidément jamais », se diront-ils. Quelques-uns retrouveront peut-être même après l'échec, la vieille tentation de la « troisième force ».

Oui, mais voilà : à l'Assemblée nationale, le gouvernement de la droite aura une marge très faible. Il sera vulnérable comme le fut naguère celui de M. Pompidou après les élections législatives de 1967. Les batailles qui se livreront redonneront assez vite confiance à la gauche. Et un nouvel espoir surgira bientôt, celui d'une génération politique qui aura moins de quarante ans. C'est elle qui prendra la relève. C'est elle qui redonnera un nouveau souffle à la gauche.